

Table des matières

Remerciements	1
Introduction. Enquête pluridisciplinaire pour analyser un processus délibératif complexe	3
Dimitri COURANT et Bernard REBER	
Partie 1. Un processus délibératif complexe	25
Chapitre 1. Genèse et évolution de la Convention climat	27
Dimitri COURANT	
1.1. Les précurseurs et le contexte : grand débat national et groupe citoyen du CESE	27
1.2. Un dispositif négocié et hybride : entre lobbying militant et stratégie politique	29
1.2.1. La création des « Gilets citoyens » : entre hésitations et malentendus	29
1.2.2. Rencontres avec l'Élysée et étatisation du projet	35
1.3. Modifications et crises	38
1.3.1. Lancement ambigu : comité de gouvernance, garants et mandat	39
1.3.2. Une évolution rythmée par les crises	43
1.4. Conclusion	47
1.5. Bibliographie	47

Chapitre 2. Comité de gouvernance et rôle politique	51
Jean-Michel FOURNIAU	
2.1. Autogouvernement ou pilotage externe des assemblées citoyennes.	52
2.2. Composition du comité de gouvernance : une négociation politique	55
2.3. Rôle du comité de gouvernance et périmètre d'autonomie	59
2.4. « Souveraineté » de la Convention	62
2.5. Conclusion : dispositif participatif innovant ou nouvelle forme de représentation démocratique.	63
2.6. Bibliographie.	64
Chapitre 3. Assemblée citoyenne irlandaise et Convention française : analyse comparative	67
Dimitri COURANT	
3.1. Le tirage au sort au secours de la démocratie et de l'écologie	67
3.2. L'assemblée citoyenne irlandaise : entre autonomie citoyenne et contrôle des encadrants	71
3.2.1. Un changement d'agenda par le bas	71
3.2.2. La force du cadrage.	73
3.2.3. Des résolutions modérées	76
3.3. Analyse comparative avec la Convention française : une délibération plus partielle mais productive	79
3.3.1. Des similarités dans la genèse : crise et activisme.	79
3.3.2. Un transfert international ? La revendication de « l'inspiration irlandaise » sur le plan rhétorique	81
3.3.3. Différences dans les designs délibératifs : délibération unitaire contre débats en silos.	84
3.4. Conclusion	88
3.5. Remerciements.	89
3.6. Bibliographie.	90
Chapitre 4. Pandémie et conflits de légitimités : la session 6bis	93
Bernard REBER et Nathalie BLANC	
4.1. Improvisation accélérée	95
4.1.1. Programmes soumis au vote.	96
4.1.2. Cascades de votes interdépendants.	97
4.1.3. Commentaires	98
4.2. Influences des coprésidents et réactions de citoyens.	99
4.2.1. Répondre à un moment historique	101
4.2.2. Inégalités et justice	102

4.2.3. Limites et avantages des technologies « civiques »	102
4.3. Cadrage, sélection et votes en cascade	103
4.3.1. Manque de pluralisme	104
4.3.2. Choix faiblement justifiés et disparités dans l'animation.	105
4.3.3. Querelles sur des « votes » baroques	106
4.3.4. Transmission d'un rapport secret à l'exécutif	108
4.4. Trahison médiatique et crise au sein de comité de gouvernance	109
4.5. Conclusion	111
4.6. Bibliographie	114

Partie 2. Conventionnels et opinion publique 115

Chapitre 5. Une France en miniature : la légitimité descriptive du tirage au sort 117

Jean-Michel FOURNIAU, Bénédicte APOUEY et Solène TOURNUS

5.1. Le recrutement initial des 150 citoyens	118
5.1.1. Base de sondage.	118
5.1.2. Panélisation	118
5.1.3. Appels téléphoniques.	120
5.1.4. Finalisation du recrutement initial	121
5.1.5. Synthèse du processus de recrutement initial : un groupe de citoyens volontaires.	121
5.2. Le suivi de la composition de la Convention au cours de son déroulement	124
5.2.1. Attrition du groupe de citoyens et recrutements complémentaires	125
5.2.2. Corps électoral de la session finale.	126
5.3. Caractéristiques sociodémographiques des participants à la Convention citoyenne pour le climat	126
5.4. Composition des groupes thématiques	131
5.5. Bibliographie	135

Chapitre 6. Profils et opinions des conventionnels comparés à la population 137

Adrien FABRE, Bénédicte APOUEY, Thomas DOUENNE, Jean-Michel FOURNIAU, Louis-Gaëtan GIRAUDET, Jean-François LASLIER et Solène TOURNUS

6.1. Introduction.	138
6.2. Représentativité statistique.	140
6.2.1. Sources	140

6.2.1.1. Questionnaires administrés aux participants de la C3	140
6.2.1.2. Enquête externe <i>ad hoc</i> de PSE	140
6.2.2. Méthode	141
6.2.3. Caractéristiques sociodémographiques	142
6.2.4. Attitudes	142
6.2.4.1. Origine, conséquences et gravité du changement climatique	142
6.2.4.2. La lutte contre le changement climatique en général	145
6.2.4.3. Politiques climatiques spécifiques	146
6.2.4.4. Valeurs	152
6.3. Citoyens délibératifs	157
6.4. Perceptions de la Convention par le grand public	161
6.5. Conclusion	168
6.6. Bibliographie	169

Chapitre 7. Les opinions des conventionnels sur les mesures climatiques 171

Bénédicte APOUEY, Thomas DOUENNE et Jean-François LASLIER

7.1. Initialement, un soutien massif aux mesures... à trois exceptions près . .	173
7.2. Sociodémographie du soutien aux mesures climatiques.	177
7.3. Perceptions relatives au changement climatique et soutien aux mesures	182
7.4. Confiance, satisfaction dans la vie, anticipations et degré de soutien aux mesures	185
7.5. Des citoyens divisés à propos de la taxe carbone, dès le départ	190
7.6. Évolution du degré de soutien aux mesures au cours de la Convention	193
7.7. Conclusion	194
7.8. Bibliographie	196

Partie 3. Délibérations, propositions et rapports à l'expertise . . . 199

Chapitre 8. Impartialité délibérative et légitimité des influences . . 201

Dimitri COURANT et Simon BAECKELANDT

8.1. L'impartialité comme impératif délibératif	202
8.2. Objectiver l'impartialité	205
8.3. Autour des citoyens : des organisateurs et experts engagés.	208
8.4. Évaluer les tentatives d'influence : modes d'interactions et légitimité	210

8.4.1. Le mode procédural	212
8.4.2. Le mode classique	214
8.4.3. Le mode discursif	217
8.4.4. Le mode semi-formel	219
8.4.5. Le mode informel	222
8.4.6. Le mode externe	224
8.5. Conclusion : procéduraliser l'impartialité	227
8.6. Bibliographie	230

Chapitre 9. Rôle des experts et des citoyens dans la fabrication des mesures : le groupe « se loger » 233

Louis-Gaëtan GIRAUDET et Hélène GUILLEMOT

9.1. Les caractéristiques et enjeux du domaine « se loger »	234
9.2. Les experts et parties prenantes	235
9.3. Élaboration et progression des mesures	237
9.4. Rôle des citoyens, rôle des experts	240
9.5. Les mesures et leur devenir	242
9.6. Conclusion	245
9.7. Bibliographie	246

Chapitre 10. Les rapports à l'expertise à l'aune de la démocratie « technique » 249

Selma TILIKETE

10.1. La C3 dans la lignée d'un modèle dialogique ?	252
10.2. Agir en situation de « consensus sur le diagnostic »	259
10.3. Élargir l'approche du problème climatique	263
10.4. Relayer et rendre plus justes des propositions d'experts	267
10.5. Conclusion	270
10.6. Bibliographie	271

Chapitre 11. Contourner la « taxe carbone » 275

Romane ROZENCWAJG, Bénédicte APOUEY, Maxime GABORIT,
Laurent JEANPIERRE et Jean-François LASLIER

11.1. Le rejet inaugural de la « taxe carbone »	276
11.1.1. Qu'est-ce que la « taxe carbone » ?	276
11.1.2. Attitudes initiales et évolutions	277
11.1.3. De la notion de justice sociale à la contrainte d'acceptabilité	281
11.2. En quête de mesures de substitution	283
11.2.1. Promouvoir d'autres modes de transport	283

11.2.2. Interdire les voitures trop lourdes	285
11.2.3. Un retour à la fiscalité ?	286
11.3. Conclusion	290
11.4. Bibliographie	292
Partie 4. Mouvements sociaux, justice et exceptions	295
Chapitre 12. Conceptions de la justice sociale, environnementale et climatique	297
Nathalie BLANC et Laurence GRANCHAMP	
12.1. Définitions de la justice sociale, environnementale et climatique	299
12.2. Cadres politiques et de l'organisation	300
12.3. Débats sur la justice sociale au sein de la session 2 de la C3	302
12.4. Vers une justice environnementale et climatique	307
12.5. Conclusion	310
12.6. Bibliographie	311
Chapitre 13. Contestations et délibérations : militants et citoyens tirés au sort	313
Maxime GABORIT	
13.1. Une organisation ouverte aux dynamiques sociales	315
13.2. Diversité des interactions entre militants et citoyens tirés au sort	318
13.2.1. Un soutien des militants aux citoyens de la Convention	319
13.2.2. Une participation active de militants à la délibération.	321
13.2.3. Conflits et oppositions	322
13.2.4. Des engagements communs	325
13.3. Dépasser l'opposition entre contestation et délibération.	327
13.4. Bibliographie	329
Chapitre 14. Représentativité et exceptionnalité : les citoyens ultramarins et la codécision	333
Christiane RAFIDINARIVO	
14.1. Dynamiques de codécision de politique publique et construction de l'objet de recherche	334
14.2. Représentativité descriptive et représentation politique : l'exceptionnalité ultramarine	339
14.2.1. Tirage au sort et représentativité descriptive	340
14.2.2. La question de la représentation politique.	342

14.3. L'argument de l'exceptionnalité	345
14.3.1. Exceptionnalité en défaveur de la réduction des GES	348
14.3.2. Exceptionnalité en faveur de la réduction des GES	351
14.4. Conclusion	357
14.5. Remerciements	360
14.6. Bibliographie	361

Partie 5. Comparaisons, filtres et reddition de comptes 367

Chapitre 15. Le *Bürgererrat Klima* en Allemagne : modèle informel d'intégration de la délibération citoyenne 369

Rikki DEAN et Gabriel PELLOQUIN

15.1. Les caractéristiques internes du <i>Bürgererrat Klima</i>	371
15.1.1. Le recrutement des participants	371
15.1.2. Préparer un agenda : de quoi discuter ?	372
15.1.3. La structure de la délibération	374
15.1.4. Les recommandations.	375
15.1.4.1. Comparaison des recommandations du <i>Bürgererrat</i> et de l'accord de coalition du gouvernement fédéral	376
15.2. Les caractéristiques intégratives de l'assemblée	378
15.3. Conclusion	385
15.4. Bibliographie	386

Chapitre 16. Ambiguïtés du « sans filtre » et filtres nécessaires 389

Bernard REBER

16.1. « Sans filtre » : ambiguïté d'une promesse.	391
16.1.1. Interprétations du président	392
16.1.2. Les filtres des interprétations des garants et du CG	394
16.1.3. Les filtres du système délibératif	396
16.2. Les filtres de la Convention	397
16.2.1. Les filtres de la méthode	397
16.2.2. Une charte et quelques principes	399
16.2.3. Les filtres du recrutement des participants	401
16.2.4. « Intelligence collective » tenant lieu de délibération	402
16.2.5. Le collège des garants	403
16.3. Les filtres du droit	404
16.4. Les filtres manquants des conceptions de la justice	407
16.5. Évaluation de la reddition de comptes (<i>accountability</i>)	410
16.5.1. Passer derrière le rideau	411

16.5.2. Asymétries des responsabilités et difficultés d'appréciation . . .	413
16.5.3. Explications et système de responsabilités	414
16.5.4. Sanction sévère pour un message plus qu'une évaluation	416
16.5.5. Bilan du bilan	417
16.6. Conclusion : les filtres comme « fictions » nécessaires pour l'entente .	418
16.6.1. Parler sans filtre ou être responsable ?	420
16.7. Bibliographie	421
Conclusion. Les filtres de l'évaluation des minipublics	425
Bernard REBER	
Liste des auteurs	441
Index	443